

Désignation du directeur : malgré des progrès, une procédure démocratique est encore à élaborer

Depuis des mois, l'UNEF interpelle la direction, le président de la FNSP et le ministère sur l'opacité des prises de décisions à Sciences Po. Malgré l'ouverture de discussions constructives de la part du nouvel administrateur Jean Gaeremynck, **les discussions en conseils restent plus que jamais cadenassées par les présidents Pébereau et Casanova.**

Le Conseil d'administration de la FNSP, qui s'est tenu ce mardi matin, a **acté quelques grands principes depuis longtemps revendiqués par l'UNEF, dont nous nous félicitons.** Ainsi la présentation contradictoire de plusieurs candidatures et de plusieurs projets devant les conseils est une condition de la démocratie, et l'instauration d'un comité unique de désignation représentant tous les statuts de Sciences Po, va à contre-sens du verrouillage de la dernière procédure de désignation

Malgré tout, ce CA a **confirmé les volontés de Jean-Claude Casanova**, qui avaient déjà été exposées en comité réduit du CA de la FNSP lors d'une commission des finances. Alors que le nouvel administrateur provisoire de l'IEP avait pour mission d'élaborer une procédure dans la concertation, il ne semble pas en mesure aujourd'hui de faire une proposition alternative à celle de Jean-Claude Casanova concernant la composition du comité. Ce silence nous inquiète d'autant plus que les choix du président de la FNSP se sont révélés peu pertinents lors de la détermination de la précédente procédure.

Les conditions nécessaires à la mise en place d'une procédure démocratique et ouverte sont aujourd'hui loin d'être réunies. **Le comité de sélection qui sera mis en place regroupera autant de membres du CA que de membres du CD, ainsi que des personnalités extérieures à Sciences Po. Il serait donc majoritairement composé de membres non-élus**, qui ne représentent pas les étudiants, les enseignants ou les salariés de Sciences Po. Il est indispensable, afin d'assurer sa légitimité, que ce comité soit réellement représentatif et soit majoritairement composé de représentants des étudiants, des enseignants et des salariés. Le mépris affiché des deux présidents des Conseils à l'égard des représentants étudiants ne laisse rien présager de bon quant à une issue sereine de la crise que traverse Sciences Po

La défiance dont font preuve MM. Casanova et Pébereau envers les élus est inacceptable : refus de faire inscrire à l'ordre du jour du Conseil de direction un point concernant la procédure de désignation d'un nouveau directeur, levée de séance du Conseil d'administration afin que les élus étudiants ne puissent pas s'exprimer. **L'UNEF dénonce le verrouillage du débat** par MM. Casanova et Pébereau et demande le rétablissement immédiat du débat ouvert et libre au sein des conseils de Sciences Po.

Nous déplorons en outre l'incapacité des présidents d'instaurer un dialogue avec les élus

étudiants, dialogue indispensable à la sortie de crise. En effet, si Sciences Po a besoin d'un directeur, il est indispensable que la nouvelle procédure de désignation d'un directeur soit démocratique et transparente mais aussi qu'elle permette à toutes les composantes de Sciences Po d'y être représentées. Il est urgent que MM. Casanova et Pébereau prennent acte de l'échec de la précédente procédure dont ils étaient en charge.

Nous demandons aujourd'hui à Mme la Ministre de l'enseignement supérieur et à M. l'Administrateur provisoire des garanties sur une élaboration démocratique de la procédure de désignation du nouveau directeur de l'IEP. **Nos exigences sont claires : démocratie, transparence, représentativité ; aucune procédure ne respectant ces principes ne pourra mettre fin à la crise de confiance qui existe actuellement.**

En ce sens, le conseil d'administration, composé à 85% de membres nommés ou cooptés, ne saurait décider ni de la procédure, ni du nom du futur ou de la future directrice avant le conseil de direction de l'IEP, lui élu, et ce d'autant plus que ce dernier verra ses membres renouvelés prochainement.

Il devient en outre urgent d'ouvrir largement et effectivement des négociations sur les statuts de Sciences Po et la composition de son conseil d'administration. Nous attendons en ce sens des mesures fortes de M. Gaeremynck, conformément aux engagements de la ministre, afin de replacer le destin de Sciences Po entre les mains de ses représentants.

Contacts :

Nicolas Robin, Président de l'UNEF Sciences Po, 06 70 49 45 12

Agathe Le Berder, Vice-Présidente de l'UNEF Sciences Po, 06 47 36 25 73